

INTERVIEW

LE GÉNÉRAL DE DIVISION EDUARDO FERRÃO (PORTUGAL)

“LE SOURIRE DES ENFANTS COMME UN SIGNE D’ESPOIR”

MINUSCA EN ACTION

BULLETIN D’INFORMATIONS DE LA MINUSCA | #78 | JANVIER 2021



L’ENGAGEMENT DES SOLDATS
DE LA PAIX CONTINUE
EN DEPIT DES SACRIFICES



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA

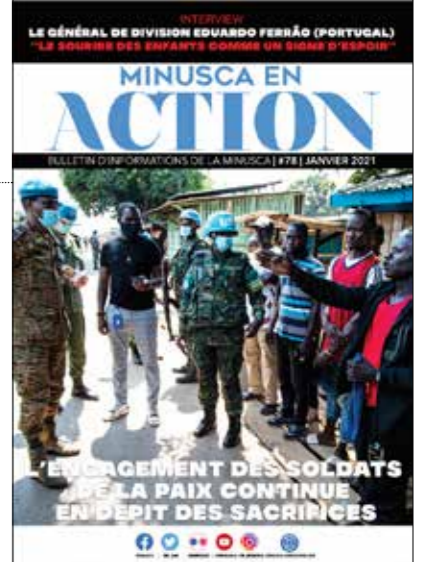


UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

SOMMAIRE



- 4 - **L'ONU CONDAMNE LES ATTAQUES À DAMARA ET BANGASSOU ET RESTE DÉTERMINÉE À PROTÉGER LES CIVILS**
- 6 - **RASSURER LES POPULATIONS DU PK12 ET DE BÉGOUA APRÈS LES TENTATIVES D'INCURSION DES GROUPES ARMÉS**
- 8 - **BANGUI RETROUVE LE CALME APRÈS DE VIOLENTS AFFRONTEMENTS**
- 10 - **LA VIE DANS UNE BASE OPÉRATIONNELLE DES CASQUES BLEUS À BOCARANGA**
- 12 - **BANGUI : LE RÉSULTAT DÉFINITIF DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ACCUEILLI DANS LE CALME**
- 15 - **A BANGASSOU, LA VIE REPREND TIMIDEMENT APRÈS LES RÉCENTS AFFRONTEMENTS**
- 17 - **PLUS D'UNE CENTAINE DE CAS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DOCUMENTÉS PENDANT LES ÉLECTIONS**
- 20 - **ELECTIONS 2020-2021 : LA POLICE DE PROXIMITÉ A RENFORCÉ LA CONFIANCE ENTRE POPULATIONS ET FORCES DE SÉCURITÉ**
- 24 - **INTERVIEW LE GÉNÉRAL DE DIVISION EDUARDO FERRÃO (PORTUGAL) "LE SOURIRE DES ENFANTS COMME UN SIGNE D'ESPOIR"**
- 26 - **LES CONTRIBUTIONS DE LA MINUSCA À LA RÉHABILITATION DE LA MAISON D'ARRÊT DE BOUA**
- 30 - **RECONNAISSANCE A CINQ CASQUES BLEUS TOMBES SUR LE CHAMP D'HONNEUR**
- 35 - **DEUX CASQUES BLEUS ÉLEVÉS À TITRE POSTHUME AU RANG DE CHEVALIERS DE L'ORDRE DE LA RECONNAISSANCE CENTRAFRICAINE**
- L'ADIEU DE LA MINUSCA ET DE LA RCA À DEUX CASQUES BLEUS DU GABON ET DU MAROC**

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE

RÉDACTIONNELLE

Bilaminou Alao,
Deubalbet Wewaye,
Ghislaine Atta,
Maria Kabatanya,
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE

Herve Serefo,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Dany Balepe

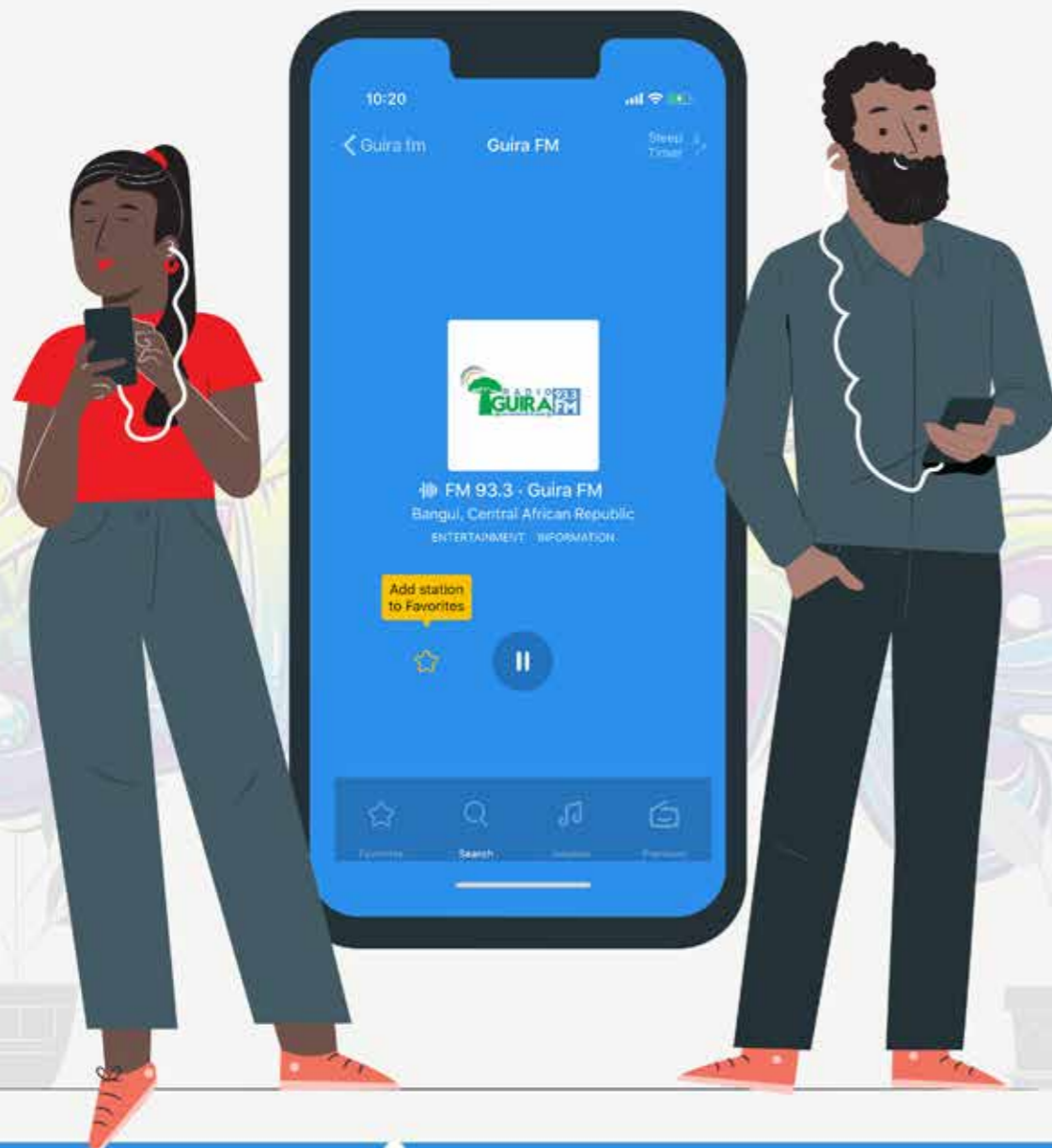
PRODUCTION

Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique - MINUSCA

MINUSCA EN ACTION #78 - JANVIER 2021

La radio GUIRA 93.3 FM

maintenant disponible sur vos téléphones portable sur trois plateformes



https://streema.com/radios/Guira_FM?utm_campaign=radio-request-email

<https://www.radioline.co/listen-to-guira-fm>

<http://appradiofm.com/radio/Guira-FM---93-3-Bangui-Bangui-CF-egkx>

Les ondes de la paix



L'ONU CONDAMNE LES ATTAQUES À DAMARA ET BANGASSOU ET RESTE DÉTERMINÉE À PROTÉGER LES CIVILS



▲ Des Casques bleus en patrouille à Bangassou

La MINUSCA a condamné avec la plus grande fermeté, les attaques lancées par les groupes armés contre les villes de Damara (Ombella-M'Poko) et Bangassou (Mbomou), respectivement les 2 et 3 janvier 2021. « Il ne fait aucun doute que toutes ces attaques s'inscrivent dans un contexte de perturbation des élections avant, pendant et après les scrutins », a affirmé dans un communiqué le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la Mission, Mankeur Ndiaye.



▲ Des Casques bleus à la recherche d'éléments de groupes armés à Bangassou

Près de 2 millions de centrafricains étaient appelés aux urnes le 27 décembre 2020 lors de élections présidentielles et législatives, malgré les tentatives de plusieurs groupes rebelles d'empêcher le scrutin. Le Chef de la MINUSCA a souligné que « dans le cadre de la résolution 2552, la MINUSCA a un rôle de sécurisation des élections (...) Je réaffirme la détermination de la Mission à tenir cet engagement », a déclaré M. Ndiaye.

Pour rappel, à Damara, des éléments armés alliés à l'ancien président centrafricain François Bozizé ont attaqué la ville au matin du 2 janvier 2021. Les Forces armées centrafricaines (FACA) ont riposté aux tirs des assaillants provoquant la fuite de ces derniers tandis que les Casques bleus de la MINUSCA ont multiplié les patrouilles dans la ville et sur les axes environnants. Les corps

de huit éléments armés ont été retrouvés.

Du côté de Bangassou, les attaques ont commencé vers 5h30 avec des tirs à l'arme lourde contre le poste militaire des FACA. « Les Casques bleus de la MINUSCA sont immédiatement intervenus pour protéger les civils, sécuriser les autorités locales et poursuivre les patrouilles robustes. La Force « a sécurisé également le camp des déplacés internes et a procédé à l'évacuation vers Bria de deux soldats FACA blessés ». Les tirs ont cessé aux environs de 10h00 et les corps de cinq éléments armés ont également été retrouvés.

Ces attaques s'ajoutent aux violences enregistrées dans la partie ouest de la République centrafricaine et ont notamment provoqué la fuite des civils et la suspension de l'assistance humanitaire destinée aux plus nécessiteux.

Par Biliaminou Alao

La MINUSCA tient l'UPC, le MPC, le 3R, le FPRC, les anti-Balakas et l'ancien président François Bozizé comme responsables de ces attaques et des conséquences graves sur la population civile. Réaffirmant son engagement à protéger la population civile ainsi que les autorités centrafricaines dans le cadre de son mandat, la Mission a rappelé la condamnation du Secrétaire général des Nations Unies par le biais de son porte-parole le 19 décembre 2020, de l'escalade de la violence en RCA invitant « tous les acteurs à cesser toute hostilité de manière urgente » et a la mise en œuvre « stricte » de l'Accord de paix (APPR) dont ils sont signataires.

RASSURER LES POPULATIONS DU PK12 ET DE BÉGOUA APRÈS LES TENTATIVES D'INCURSION DES GROUPES ARMÉS

Il est environ 11h30 minutes, dans la matinée du jeudi 14 janvier 2021, quand le cortège du Chef de la Force de la MINUSCA a fait son premier arrêt à la barrière du PK12, principale entrée dans la ville de Bangui du côté Nord.



▲ Le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Daniel Sidiki Traore, échange avec les populations de la Commune de Bégoua suite aux affrontements, du mercredi 13 janvier 2021

Cette visite du Commandant de la Force MINUSCA intervient 24h après les violents affrontements qui ont eu lieu dans cette partie de la capitale centrafricaine entre une coalition de groupes armés et les Forces armées centrafricaines (FACA) appuyées par la MINUSCA.

Sitôt les civilités militaires faites, le Général Daniel Sidiki Traoré a été informé par un Casque bleu rwandais de la MINUSCA des dernières évolutions de la situation. Puis,

le cortège avance et marque un deuxième arrêt au PK13, précisément au quartier « Yembi 1 ». Ici, le General Sidiki, est descendu du véhicule et est allé spontanément vers les populations massées tout au long de la route goudronnée. Après salutation, un groupe de jeune, une dizaine le prend en aparté et lui explique leurs craintes.

« Nous sommes content que vous soyez là. Hier nous étions avec vos éléments. Avec nos informations, nous les avons aidés à identifier et à repousser les assaillants », dit



▲ Visite du Chef de la Force de la MINUSCA, le Général Daniel Sidiki Traore, s'entretient avec les casques bleus postés dans la Commune de Bégoua

l'un d'entre eux, tout en ôtant poliment sa casquette vissée sur la tête. Ce dernier rajoute qu'ils sont prêts à faire plus, mais par peur d'éventuels représailles, il leur faut un canal de communication beaucoup plus discret avec la Mission onusienne.

« Vous êtes de braves gens. Votre pays peut être fier de vous. Continuez de nous aider en nous donnant de vraies informations, cela nous permettra de neutraliser ces assaillants », a renchéri le Chef de la Force.

L'entretien avec le groupe de jeune terminé, le General Sidiki est à nouveau sollicité par un groupe de trois femmes. L'une d'elles, au bord des larmes ne tarit pas de remerciement envers la MINUSCA et son leadership. « Nzapa à bata alla », lance-t-elle en Sangho. Entendez : « Dieu vous bénisse ». Elle rajoute : « Sans la MINUSCA, c'est notre corps qui serait à la place de celui du rebelle que vous voyez là-bas », dit-elle en désignant une dépouille en état de putréfaction au bord de la route, identifiée comme étant celle d'un élément rebelle.

Le Commandant de la Force de la MINUSCA écoute attentivement les encouragements mais aussi les doléances des popu-

lations, tout en demandant à son staff de prendre soigneusement des notes. Il ordonne à ces derniers d'appeler d'urgence la Croix-Rouge pour qu'elle puisse venir débarrasser le corps de l'assaillant qui gisait toujours au sol et au soleil. « Il va pourrir là, nous ne l'enterreront pas. Il ne mérite pas une sépulture. C'est un ennemi de la RCA », balance un jeune homme.

A 12H05 minutes, le cortège s'ébranle en direction du centre de la Commune de Bégoua et emprunte l'axe principale qui mène à Boali. Nouvel arrêt. Ici aussi, il y a eu des combats. Et le Commandant de la Force veut aller un peu plus loin pour marquer la présence de ses camarades. Pour cela, il entame une patrouille pédestre avec les Casques bleus rwandais. C'est pour lui une façon de rassurer les habitants. « Il nous faut cette interaction avec la population parce qu'elle doit savoir que, ce pour quoi nous sommes là motive notre mission et que main dans la main nous irons de l'avant pour la paix et la sécurité », a confié le Général Sidiki.

Par Deubalbet Wewaye

BANGUI RETROUVE LE CALME APRÈS DE VIOLENTS AFFRONTEMENTS



■ Patrouille des Casques bleus dans la ville de Bangui

La capitale centrafricaine reprend, peu à peu, son souffle après la tentative d'intrusion de groupes rebelles, ayant occasionné de violents combats au matin du mercredi 13 janvier 2021. 24 heures après ces malheureux événements, les habitants vaquent peu à peu à leurs occupations.

Sur l'Avenue Barthelemy Boganda, l'un des principaux axes de convergence au centre de Bangui, la circulation est plus timide qu'à l'accoutumée, le jeudi 14 janvier 2021. Entre deux klaxons de taxis et de véhicules particuliers, Terrence, un jeune vendeur de café, traverse la voie à toute allure pour

répondre à l'appel d'un client posté de l'autre côté.

« C'est l'un des rares clients de ce matin. Je sens que les affaires ne vont pas être bonnes aujourd'hui », confie-t-il avec un air visiblement déçu. « Le matin, je vends le café et l'après-midi, je vais à l'école. Ça me permet de subvenir aux besoins de ma famille », rajoute le jeune Terrence, regrettant que ces tristes événements aient impacté aussi les activités scolaires.

Au rond-point du PK0, la circulation est tout aussi fluide. Deux camions des Forces armées centrafricaines (FACA) sont stationnés à l'angle de la Place. Ils sont talonnés par un véhicule blindé de la MINUSCA. Tous sont ici pour assurer la sécurité de la population mais aussi pour la rassurer.

« C'est plus tranquille de les voir. S'ils n'avaient pas été là, je pense que personne n'oserait rester ici, avec ce qui s'est passé hier », confie Gypsie, une vendeuse de chenilles qui s'est trouvée une place de fortune devant une boutique de vente de téléphones. « Je suis une maman, si

je ne sors pas, que vont manger mes enfants ? », s'interroge la jeune femme.

Mbassamalet Maurice, pasteur de son état, abonde dans le même sens. « Nous avons peur mais nous sommes obligés de sortir pour essayer de chercher de quoi manger pour les



■ Une rue de la ville de Bangui



■ Une rue de la ville de Bangui

enfants. Heureusement qu'il y a la présence des Forces de l'ordre et de la MINUSCA. Mais si vous voyez que la ville est calme comme ça, c'est parce que les gens ont peur de sortir suite à ce qui s'est passé hier », dit l'homme de Dieu, père de huit enfants.

Pour renforcer la sécurité dans la ville, les Forces de sécurité intérieure (FSI) de leur côté ont multiplié des postes de contrôle à chaque coin stratégique de la ville. C'est le cas devant le Ministère de la défense où tout véhicule commercial et de particulier est soumis, sans exception et de manière systématique, à un contrôle de sécurité. « Aucun objet illicite, tel qu'une arme blanche ou à feu ou encore un produit dangereux, ne doit passer », lance un agent. « Ça ne me dérange pas ; ils font leur travail et c'est pour notre bien », reconnaît

Guy, un conducteur de taxi. Ce dernier ne cache pas non plus son soulagement suite à la décision des autorités interdisant la circulation des taxi-motos dans tout Bangui depuis les affrontements de la veille. Ces derniers sont suspectés d'être le moyen de déplacement souvent utilisé par les assaillants.

Rappelons qu'à la suite des combats du 13 janvier 2021, les autorités centrafricaines ont décidé d'instaurer un couvre-feu de 18 heures à 05 heures du matin. Une restriction initialement instituée le 7 janvier dernier de 20 heures à 5 heures, à travers tout le territoire centrafricain. ■

Par Deubalbet Wewaye



■ Des Casques bleus du bataillon népalais de la MINUSCA simulent un exercice de protection des populations civiles

LA VIE DANS UNE BASE OPÉRATIONNELLE DES CASQUES BLEUS À BOCARANGA

Dans le nord-ouest de République Centrafricaine, la menace des 3R et autres groupes armés pèse de nouveau sur la préfecture de l'Ouham-Pendé. À Bocaranga, les casques bleus de la deuxième Compagnie d'infanterie mécanisée du bataillon Bangladais (BANBATT) et la Compagnie mécanisée Alpha, composante de la force d'intervention rapide (FRR) du bataillon Népalais (NEPBATT), se tiennent prêtes à intervenir.

Arrivé il y a 3 mois, le BANBATT 7, commandée par le Major S., a pris ses quartiers dans le camp situé à l'entrée de la ville. La centaine d'hommes qui la composent a une connaissance du terrain : les cartes d'état-major

rangées dans une cantine sont accessibles à tout moment, sans compter les moments de repos qui sont aussi des instants d'apprentissage.

A la base opérationnelle de compagnie (COB) de Bocaranga, les journées sont

chaudes et les nuits froides. La vue, imprenable, permet d'observer toute la ville ainsi que la brousse alentour. Les sentinelles occupent leurs positions 24h/24, leurs fusils d'assaut prêts à défendre le camp, mais aussi à protéger les civils qui se réfugieraient aux abords de la base. A cet effet, les terrains de manœuvre devant la base sont destinés à accueillir les populations le cas échéant. Ces espaces sont également sous la protection de blindés mobiles fournis par les deux bataillons.

Le Major S., à la tête du BANBATT et le Major B. aux commandes du NEPBATT, n'en sont pas à leurs premières missions de maintien de la Paix en Afrique. Ils connaissent le terrain et les défis qui les attendent. Ils ne manquent aucune occasion de rappeler régulièrement à leurs hommes : « n'oubliez pas que nous sommes en Centrafrique pour mettre en œuvre notre mandat, notre

tâche prioritaire : la protection des civils. Il en va des valeurs que vous défendez et du drapeau du pays que vous arborez sur votre épaule droite ! »

Le Major S. a déjà servi pour la mission de l'Organisation des Nations Unies (ONU) au Liberia (UNMIL). Il s'inscrit dans cette lignée d'officiers bangladais servant traditionnellement dans les opérations de l'ONU. Devant plus de 15 pays, le Bangladesh, membre des Nations Unies depuis 1974, est le deuxième pays contributeur de soldats de paix depuis 1988, avec une participation au Groupe d'observateurs militaires de l'ONU pour l'Irak et l'Iran (UNIIMOG).

Le Major B. a, quant à lui, servi pour la Mission des Nations Unies au Soudan (UNMIS). Le Népal, membre des Nations Unies depuis 1955, est le cinquième contributeur de casques bleus, et participe aux missions des Nations Unies depuis 1958, avec une première intervention pour le Groupe d'observateurs militaires de l'ONU pour le Liban (UNOGMIL).

Le lien entre frères d'armes est naturel chez ces hommes ayant quitté pour un an Dhaka ou Katmandu. En effet, le Népal et le Bangladesh partagent une culture similaire tant d'un point de vue militaire, alimentaire ou des loisirs. Dotés d'une tradition militaire commune issue de l'Armée britannique des Indes, les officiers partent régulièrement en formation lors d'échanges bilatéraux. Les hommes échangent en anglais, bangladais et népalais, parfois surpris de se comprendre, tout en étant heureux de se retrouver lors des matchs de crickets organisés durant les temps de repos. Pendant ces moments, la hiérarchie et la séparation stricte entre officiers, sous-officiers et soldats du rang, est mise entre parenthèse. Le temps d'une partie, tous deviennent égaux sur ce stade improvisé, avant de regagner leurs baraques respectifs.

La base en elle-même est particulièrement bien entretenue et construite pour durer. Les quelques allées bétonnées sont bordées



▲ Un Casque bleu du bataillon népalais de la MINUSCA dans sa tourelle lors de la simulation d'un exercice de protection des populations civiles

d'arbres plantés par des hôtes d'honneurs, en l'occurrence les commandants et officiers qui se sont succédé depuis l'arrivée du BANBATT à Bocaranga. Au pied du terre-plein d'observation, une plaque rappelle la mémoire des casques bleus bangladais qui ont perdu la vie en Centrafrique. La tenue de travail, que l'on oppose à l'uniforme de cérémonie, reste impeccable malgré les conditions de vies difficiles, la coupe de cheveux est réglementaire, et les hommes saluent avec droiture.

La vie au camp est rythmée par les cinq appels à la prière du muezzin, aumônier militaire et sous-officier central. Il prie avec les hommes avant chaque départ en mission et avant les repas dont les parfums d'épices réconfortent ces hommes loin des leurs.

La cinquantaine d'hommes qui composent la compagnie népalaise a relayé la FRR rwandaise et portugaise. Les conditions

dans la base temporaire de cette force spéciale sont plus rustres (sous tentes), mais cela n'enlève rien à leur opérationnalité. Ces hommes, tous issus des différentes unités d'élites de l'armée népalaise sont des « Gurkhas ». Réputés pour leur courage, retenue et professionnalisme, ces vaillants combattants sont craints par l'ennemi qu'ils respectent à leur tour. Ils peuvent s'équiper en moins de sept minutes avant de s'élancer sur le terrain ; les blindés sont préparés à partir à tout moment. En opération, nul ne peut voir leurs visages ni croiser leurs regards, comme ce fut le cas lors d'un exercice d'attaque de convoi réalisé en parallèle avec les casques bleus bangladais.

Le Capitaine R. en jogging noir semble détendu. Pourtant, en anglais et népalais, il commande sa section avec fermeté. Rien n'échappe à son regard derrière ses lunettes qui reflètent la scène. Ses hommes casqués

de bleu, le visage recouvert du « shemagh », foulard adopté par les commandos du monde entier, sont au garde à vous, leurs armes prêtes pour l'inspection et le début de l'exercice.

Un mot lancé par le capitaine et, en quelques secondes, les hommes rejoignent les blindés légers et des véhicules de combat d'infanterie qui partent en trombe simulant une alerte. Le soldat le plus impressionnant reste l'artilleur, dans sa tourelle, les mains rivées sur sa mitrailleuse. Il est le plus exposé, mais il est aussi celui qui répondra à toute attaque de convoi ou pour protéger des populations. Au-dessus du drapeau népalais, figure son patch de qualification : « Rangers ».

De l'autre côté du terrain de manœuvre, le Capitaine T. du BANBATT donne ses ordres à ces hommes, chronomètre à la main. Ils sortent des écoutilles et se positionnent

presque en phalange, la position tactique la plus adéquate pour se défendre et assurer la sécurité du convoi. Ici également, il n'y a pas de place à l'erreur, « il en va de la vie de mes éléments et des personnes que l'on escorte. En plus des patrouilles régulières, nous avons pour mission d'escorter tous les convois qui traversent notre vaste zone de responsabilités sur des axes routiers dangereux par la présence des groupes armés mais aussi de l'état du réseau routier ».

Quelques heures après cet exercice, alors que les hommes s'appêtent à profiter de la soirée autour d'une boisson chaude, à échanger des stratégies et parler de leurs familles, de Ganesh et d'Allah, l'alerte générale est donnée : les rumeurs grandissantes ne laissent pas de place au doute. Les soldats rejoignent immédiatement tous leurs postes de combat et une FRR est dépêchée en poste avancés de reconnaissance. Ils rentreront tous aux aurores...

Depuis leurs participations aux opérations de maintien de la paix (1988 pour le Bangladesh et 1958 pour le Népal) 130 casques bleus Bangladais et 74 casques bleus népalais sont morts « au service de la paix ». Cet article est un hommage à leur mémoire.

Par Noam Assouline



▲ Un Casque bleu du bataillon népalais de la MINUSCA en position d'observation

BANGUI

LE RÉSULTAT DÉFINITIF DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ACCUEILLI DANS LE CALME



▲ Des partisans du Président Touadéra manifestent leur joie après la publication, par l'ANE, des résultats provisoires de l'élection présidentielle du 27 décembre 2020

C'est avec beaucoup de calme que la capitale centrafricaine a accueilli, le 18 janvier 2020, la proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle par la Cour constitutionnelle, un jour qui coïncide avec la commémoration de la 42e journée des martyrs en République centrafricaine.

Très attendue avec anxiété pour le 19 janvier 2021, la décision de la Cour constitutionnelle sur le résultat provisoire de l'élection présidentielle du 27 décembre 2020, tel que publié par l'Autorité nationale des élections, a été prononcée, le 18 janvier 2021, au grand soulagement des populations centrafricaines. Cette décision a contribué à relâcher la tension, particulièrement à Bangui où la population ne pense qu'à rapidement passer à autre chose.

A Lakouanga, dans le 2e arrondissement de la ville, il règne une quiétude inhabituelle. Le quartier est réputé pour être l'un des plus chauds. « Tout ça c'est la suite des dernières attaques des rebelles. Les gens sont sur leur garde. Il y a aussi le résultat définitif qui ne va pas tarder à tomber, alors on ne sait jamais, on préfère rester vigilants », déclare Marcelin Greyama, un jeune apprenti mécanicien.

Devant l'école du quartier, une dizaine de jeunes sont autour d'un grand poste radio

dès le début de l'annonce du résultat définitif. L'un d'eux chasse d'un geste un groupe de bambins qui jouaient au ballon à côté. « Dégagez, on veut écouter », leur lance-t-il. A quelques mètres, devant un kiosque de vente de pièces détachées pour automobiles, de jeunes mécaniciens s'activent autour d'un 4x4 dont ils ont ouvert les portières pour laisser les baffles du véhicule diffuser la proclamation du résultat.

Il est environ 12 heures et demie, le résultat définitif est connu, le candidat Faustin Archange Touadéra est déclaré définitivement élu Président de la République. L'un des jeunes mécanicien lâche discrètement un ouf de soulagement. « Tout ce que nous voulons c'est la paix. C'est tout ».

« Nous sommes un pays démocratique. Plus jamais la prise du pouvoir par les armes. Certains ont voulu gâcher les élections mais le peuple vient de démontrer sa puissance, il a dit son dernier mot et c'est un soulagement », confie Jean Charles Kobbo, un comptable venu chercher des pièces pour son véhicule. A l'endroit du candidat élu, il dit : « Il faut qu'il prenne ses responsabilités

pour se débarrasser des ennemis de la paix pour que le pays retrouve sa tranquillité ».

Au quartier Boy-Rabe, dans le 4e arrondissement, c'est une toute autre ambiance. Un poste de contrôle est établi à l'entrée de l'agglomération, à la hauteur du Lycée Barthelemy Boganda où des agents de la garde présidentielle soumettent, systématiquement, tous les véhicules qui y entrent et qui en sortent à un contrôle de sécurité. Tout le quartier semble être en fête. La rue menant à la résidence de Faustin Archange Touadéra est bondée de part et d'autre, de monde. Des baffles crachent des chansons qui appellent à la paix, tandis qu'un camion caravane, rempli de jeunes partisans du candidat élu fait des aller et retour dans le quartier. « C'est la Centrafrique qui gagne. Travaillons maintenant à rendre notre pays plus grand », lance l'un d'eux.

Sur l'avenue des Martyrs, la circulation est fluide. De temps en temps, l'on peut voir passer un véhicule qui laisse échapper des sons de Vuvuzela ou de sifflets.

Par Deubalbet Wewaye

A BANGASSOU, LA VIE REPREND TIMIDEMENT APRÈS LES RÉCENTS AFFRONTEMENTS

Depuis les décisions N°024/CC/20 du 27 novembre 2020 et N°026/CC/20 du 03 décembre 2020 de la Cour constitutionnelle relatives respectivement aux candidats éligibles aux élections législatives et présidentielle, la situation sécuritaire s'est grandement dégradée.

Des alliances entre partis politiques et groupes armés se sont formées. Dès le 18 décembre 2020, les groupes armés ont lancé des attaques

coordonnées sur plusieurs préfectures de la RCA, dont le Mbomou, l'Ouham, l'Ouham-Pende, l'Ombela-Mpoko, la Ouaka et la Kemo. Bangassou (dans le Mbomou) n'est pas en reste. Et l'intensification des



■ Présence des Casques bleus en patrouille pédestre sur le bord de la rivière Mbomou pour protéger les civils



■ Une scène de vie à Bangassou



■ Les activités au marché de Bangassou reprennent timidement

mouvements de groupes armés composés des Anti-Balaka, de l'UPC, du FPRC et du MPC, observés depuis le 02 janvier 2021, s'est soldée par une attaque des positions des FACA dans la ville aux petites heures du 03 janvier.

Les casques bleus ont immédiatement renforcé leurs patrouilles pour protéger les civils et sécuriser les autorités et institutions locales, y compris en prenant position aux endroits stratégiques de la ville. La Force a également sécurisé le camp des déplacés internes.

« Je suis sur le site de déplacés de l'église catholique depuis 3 ans ; tout le monde a

fui la ville craignant les coups de fusils de la CPC. Certains ont fui dans la brousse, d'autres ont traversé le fleuve vers le Congo, d'autres encore se sont dirigés vers la MINUSCA », relate Mohamed Hamit, vice-président du comité islamique préfectoral de Bangassou.

Près de deux semaines sont passées depuis ces événements, et la ville renoue peu à peu avec l'accalmie. La vie reprend progressivement. Jessy Merveille Ogbiama Ndassi, habitante de Bangassou, indique pour sa part, que « présentement la paix commence à revenir dans la ville (...), les activités reprennent, les marchés ont rouvert. »

Le marché de la ville se remplit peu à peu de Koli et Waligara (commerçants). « La paix commence à revenir progressivement, présentement il n'y a pas de problème ; il n'y a plus ni problème, ni dérangement. On ferme nos boutiques à 17h30 », fait valoir Abdoulaye Ousmane Amine, vendeur rencontré sur place.

L'atmosphère, quoi qu'en soit encore fragile, n'empêche pas les populations de regagner leurs domiciles abandonnés, le contrôle de la ville ayant, en grande partie, été repris par la Force de la MINUSCA via son bataillon marocain. « Aux habitants qui ont franchi le fleuve pour se réfugier sur l'autre rive, je lance un appel au retour à Bangassou. Leur sécurité est garantie par la MINUSCA », rassure le Commandant contingent du Royaume du Maroc de la MINUSCA.

Il convient de rappeler que le jour même de l'attaque, la MINUSCA a condamné avec la plus grande fermeté cette agression qui a occasionné des déplacements de la population.

Par Ghislaine Atta

PLUS D'UNE CENTAINE DE CAS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DOCUMENTÉS PENDANT LES ÉLECTIONS

La période électorale en République centrafricaine a vu se commettre de nombreux cas d'atteinte aux droits humains.

En effet, au terme du scrutin présidentiel et législatif du 27 décembre dernier, ce sont plus d'une centaine de violations et abus des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui ont été documentés par la Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA. Heureusement, cette dernière a mis en œuvre une stratégie visant à permettre au plus grand nombre de citoyens d'exercer leur droit civique avec quiétude. De la prévention au suivi, une série d'activités ont été menées, sans quoi, le nombre de ces incidents aurait pu être plus important.

En effet, tenant compte du contexte politique et sécuritaire préélectoral tendu, la DDH de la MINUSCA a, pour prévenir les violations et les abus des droits de l'homme, organisé des formations et des sensibilisations sur les droits de l'homme en période électorale. Ces activités ont été menées à l'intention des acteurs-clés de la promotion des droits de



■ Des électeurs dans un bureau de vote de l'ANE le 27 décembre 2020

l'homme, en l'occurrence les institutions nationales des droits de l'homme, les forces armées centrafricaines (FACA), les forces de sécurité intérieure (FSI), des chefs de groupes armés ainsi que les médias et les organisations de la société civile.

« Afin de soutenir une approche basée sur les droits de l'homme dans leur travail sur les élections, 891 bénéficiaires dont 284 femmes ont bénéficié de 28 sessions de formation et 33 réunions sur les droits de l'homme et les élections. Il s'agit de membres des ONG des droits de l'homme, de la société civile et les journalistes de toute la RCA », précise Amadu Shour, Directeur par intérim de la Division Droits de l'Homme de la MINUSCA.

Acteurs importants dans le dispositif sécuritaire, les FACA et les FSI ont bénéficié de sensibilisations spécifiques sur la protection des droits de l'homme dans le contexte électoral. En compagnie des autorités locales de leurs provinces respectives, 421 militaires, policiers et gendarmes centrafricains, dont 17 femmes, ont reçu les outils nécessaires à une meilleure défense des droits des citoyens. 44 chefs de groupes armés ont, eux

aussi été touchés par les sessions de prévention pour un climat électoral apaisé.

Dans un élan de prévention des violences pendant la période électorale, la MINUSCA et le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme ont publié conjointement un rapport public sur la prévention des discours de haine et l'incitation à la violence en République centrafricaine le 11 décembre 2020, présenté par Yao Agbetse, Expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en RCA, et Solomon Ayele Dersso, Président de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et point focal de la Commission africaine pour la justice transitionnelle et la protection des droits de l'homme dans les situations de conflit. « Les tensions politiques, les manipulations, les fausses nouvelles et les discours de haine, y compris sur les réseaux sociaux, qui portent les germes de troubles et de violations des droits de l'homme, doivent être interdits », ont déclaré ces deux experts le 11 décembre 2020. Selon eux, le Haut conseil de la communication (HCC) et les autres institutions concernées en RCA doivent être dotés des

moyens nécessaires pour surveiller les élections. En réponse à cette recommandation, la Division des droits de l'Homme de la MINUSCA a soutenu le HCC dans la mise en œuvre du Plan d'action national sur le discours de haine.

A l'endroit des populations dans leur ensemble et des électeurs en particulier, ce sont plus d'une trentaine de sessions de sensibilisation qui ont été organisées, sur le thème spécifique du droit de vote et les autres droits de l'homme essentiels dans un processus électoral : « 1532 personnes dont 839 femmes ont ainsi été instruites à travers toute la RCA » indique la DDH de la MINUSCA.

La MINUSCA a aussi soutenu les activités de suivi des opérations électorales effec-

phases des élections (inscription des électeurs, campagnes électorales, vote et période post-électorale à date, ndlr).

Les incidents relevés par les équipes de monitoring concernent principalement des cas d'atteinte au droit à la vie ; d'atteinte au droit à l'intégrité physique et mentale dont les mauvais traitements, les traitements cruels, inhumains et dégradants ; des menaces de mort et d'atteinte au droit à l'intégrité physique et mentale ; d'atteinte à la liberté de mouvement y compris des séquestrations et enlèvements ; d'attaques, occupations et de destruction de biens publics et privés ; de pillages et appropriations illégales de biens ; de menaces et d'entraves au déroulement pacifique des élections ; d'attaques et pillages des organisations humanitaires ; de men-



tuées par les organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile centrafricaines. « Cette initiative, qui impliquait le déploiement d'un plus grand nombre d'officiers des droits de l'homme dans les bureaux de terrain et la création d'une salle de situation des droits de l'homme, a renforcé la capacité de la Mission à surveiller efficacement les préoccupations en matière de droits de l'homme, de sécurité et de protection dans le contexte électoral », indique pour sa part Frédérique Mariat, officier des droits de l'Homme de la MINUSCA.

Cette surveillance a, en effet, permis de documenter 133 violations et abus des droits de l'homme et du droit humanitaire international, y compris des abus contre les femmes et les enfants pendant toutes les

aces et attaques contre les casques bleus et le personnel des Nations Unies.

Ces violations ont été principalement perpétrées par des éléments armés de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC). Cependant, des violations et des abus ont également été perpétrés par des agents de l'État, notamment les FACA et les FSI.

« Les activités que nous avons menées ont concentré une grande partie de nos ressources, elles permettent d'illustrer notre implication dans la protection des droits de l'homme avant et pendant les élections », a conclu le chef de la Division des droits de l'Homme de la MINUSCA.

Par Ghislaine Atta



ELECTIONS 2020-2021

LA POLICE DE PROXIMITÉ A RENFORCÉ LA CONFIANCE ENTRE POPULATIONS ET FORCES DE SÉCURITÉ

Le grand nombre de violences verbales, physiques, psychologiques, entre autres, survenu au fil des périodes électorales qui se sont succédés dans l'histoire de la République centrafricaine (RCA), a mis à mal les relations entre les populations, les autorités et forces de sécurité, sensés symboliser la confiance.

Pour les échéances de 2020 et 2021, la Police MINUSCA (UNPol) et les Forces de sécurité intérieure (FSI) centrafricaines ont entrepris, dans le

cadre de la Police de proximité, de renforcer le partenariat et d'améliorer la confiance entre les communautés et l'appareil sécuritaire, garant de la paix et de la sécurité dans la société.

Il n'est plus rare, tant à Bangui que dans les autres préfectures de la RCA, de voir des équipes mixtes de policiers (MINUSCA-FSI) s'entretenir sur diverses thématiques avec les populations, en vue de recueillir leurs préoccupations et répondre aux questions qu'elles se posent par rapport à leur sécurité.

La police de proximité est une stratégie organisationnelle destinée à faciliter la communication entre les FSI et le public. Elle consiste, d'une part, en une action policière axée sur la résolution des problèmes, avec des policiers et gendarmes attentifs aux demandes des citoyens ; et d'autre part en un appui apporté aux communautés pour résoudre par elles-mêmes les problèmes de délinquance. « Un climat de confiance a été établi entre les FSI et la population dans notre zone, car cette dernière sait désormais que la Police est à leur écoute 24 heures sur 24. Des comités de sécurité de vigilance et d'alertes précoces ont également été créés

dans les sites des déplacés de Nguili Nguili, Zemio, Mboki et Ligoua, etc. » illustre la cheffe de poste UNPol d'Obo, le Capitaine de Police Clarisse Aka Légué.

Pour la période électorale 2020-2021, plusieurs dispositions ont été prises dans le cadre de la police de proximité en vue de garantir un scrutin présidentiel et législatif le plus paisible possible sur toute l'étendue du territoire centrafricain.

A Bouar, par exemple, explique l'Adjudant-chef de Gendarmerie Diombana Fode Boubacar, « en substitution aux FSI, avant les élections, la MINUSCA a effectué des descentes dans les quartiers en vue de rassurer la population et pris des dispositions pour leur protection, notamment la saisine des FSI/UNPOL en cas de mouvements suspects, l'exhortation de la population à se constituer en groupes d'alerte, la dénonciation des auteurs d'incitation à la haine et ainsi que ceux qui prônent le boycott des élections ».



■ Une patrouille mécanisée des Casques bleus de la MINUSCA dans la ville de Bangui

Les visites quotidiennes aux leaders communautaires et religieux, les sensibilisations et échanges via les patrouilles pédestres, rencontrent, semble-t-il, l'adhésion des populations. En effet, « nous sommes contents. Les policiers de la MINUSCA et nos policiers viennent souvent chez nous. Avant les élections, ils sont venus nous dire de ne pas faire de violence pendant les élections ; ils ont dit aussi de ne pas avoir peur d'aller voter, car ils sont là pour nous protéger », relate Stella, habitante du Kilomètre 5 dans le 3e arrondissement de Bangui.

D'un autre côté, afin de faciliter la participation des populations, et particulièrement celle des femmes au processus électoral, une ligne téléphonique verte (numéro 1325) a été ouverte au public. Sous couvert d'anonymat, en effet, il était possible de dénoncer les infractions électorales et les troubles à l'ordre public ainsi que les violences faites aux femmes, dans le cadre du processus,

notamment à l'endroit des candidates et les électrices.

En outre, dans le cadre de la campagne de sensibilisation sur le thème "Sécurité pour tous et par tous", organisée par la coordination des colocations de Bangui (MINUSCA-FSI) dans la ville de Bangui et les communes de Bimbo et Begoua, les jeunes et les femmes, les chefs quartiers, les leaders communautaires, les responsables religieux et les responsables des associations des conducteurs de mototaxis et autres acteurs-clés de la vie communautaire, ont été invités à être des ambassadeurs de paix au sein de leurs communautés, indique la Commissaire principale de Police Barakatou Amidou, par ailleurs coordinatrice des unités de terrain de Bangui.

La collaboration UNPol-FSI durant tout le processus s'est également illustrée de plusieurs manières dans le cadre du Plan intégré



▲ Une patrouille mixte pédestre Casques bleus MINUSCA-FSI dans une localité de Kaga-Bandoro

de sécurisation des élections (PISE), mis en place par la MINUSCA et les autorités centrafricaines. « Des séances de renforcement de capacités sur les infractions électorales, la gestion des foules, la sécurisation des centres de vote ont également été organisées », poursuit la Commissaire Amidou.

Si les initiatives de proximité se soldent pour la plupart par des succès, il est à noter que des défis subsistent. Dans le Haut Mbomou, fait valoir le Capitaine de Police Clarisse Aka Légué, « Dans le cadre des infractions liées au code électoral et pénal, certaines procédures n'aboutissent pas souvent du fait de l'inexistence d'une maison d'arrêt et de correction dans la préfecture. A cela, s'ajoutent l'impunité et le manque de moyen de déplacement des FSI pour répondre aux appels d'urgence », pour ne citer que ceux-ci.

Il est à noter que 130 officiers individuels de police étaient prévus pour être déployés dans les régions dans le cadre des élections. « Finalement, 84 ont été déployés par voie

aérienne et les 46 qui devraient partir par voie terrestre n'ont pas pu être déployés compte tenu de la situation sécuritaire qui s'est dégradée dans les régions la veille des élections », indique-t-on du côté de la composante police de la Mission.

40 femmes ont été mobilisées : 30 ont quitté Bangui pour renforcer les préfectures de la Vakaga, Haut Mbomou, Mbomou, Haute Kotto; Basse Kotto, Bamingui-Bangoran ; Ouham-Pende, Nana Mambere, Mambere Kadei, ainsi que les unités de Bangui.

Enfin, 66 officiers individuels de police dont 24 femmes repartis en 22 groupes ont assuré, conjointement avec les Unité de police constituée et les FSI, la couverture sécuritaire des centres de vote dans les huit arrondissements de Bangui et les communes environnantes Bimbo et Begoua.

Par Ghislaine Atta

INTERVIEW

**GÉNÉRAL DE DIVISION
EDUARDO FERRÃO
(PORTUGAL)**

**LE SOURIRE
DES ENFANTS
COMME UN
SIGNE
D'ESPOIR**

Le Général de Division Eduardo Ferrão (Portugal), nommé le 27 décembre 2019 au poste de commandant adjoint de la Force de la MINUSCA est en fin de mission. A cet effet, il a accepté de revenir, dans une interview accordée au site Web de la MINUSCA, sur les défis de sa mission dans le cadre du Mandat de la MINUSCA. Le Général Eduardo Ferrão compte plus de 34 ans d'expérience opérationnelle au cours de laquelle il a servi dans diverses unités et départements militaires et a occupé des postes à responsabilités particulièrement importantes. Il a forgé son expérience opérationnelle en servant près de 18 ans au sein de la Brigade Mécanisée de l'armée portugaise, de chef de peloton à commandant de Brigade. En tant qu'officier d'État-Major, il a préparé et conduit les déploiements opérationnels de contingents portugais déployés en Afghanistan, Bosnie Herzégovine, Timor Oriental, Iraq et Kosovo. De plus, il a commandé le Bataillon de Manoeuvre tactique au Kosovo de 2004 à 2006 où il a pu notamment travailler avec l'UNMIK (Mission des Nations Unies au Kosovo). Sa dernière affectation était celle de Commandant de la Brigade Mécanisée, à Santa Margarida au Portugal.

Général Eduardo Ferrão, vous êtes le commandant adjoint de la Force de la mission des Nations Unies en République centrafricaine et vous terminez votre séjour d'un an dans le pays, quel est votre sentiment au moment du départ?

Je pars avec un sentiment de joie, de voir que ce pays a franchement évolué dans divers domaines et aussi que grâce à l'intervention de la Force de la Minusca, la situation sécuritaire s'est améliorée.

Pendant un an, vous avez contribué à la mise en œuvre du mandat de la Minusca; la Force, est la principale arme pour le mandat de protection des populations civiles, comment est-ce que la Minusca s'assure-t-elle de l'exécution de cette tâche dans un contexte extrêmement difficile?

Le contexte est vraiment difficile, avec le covid-19; nous avons beaucoup souffert au niveau de la Force et de la mission en général. Mais les deux lignes principales de notre action étaient la protection des populations civiles et la sécurisation du processus électoral en RCA.

Nous n'avons pas vécu de crise humanitaire majeure cette année; c'est que la Force a été capable d'anticiper dans la plupart du temps les crises humanitaires voire de les stopper à un niveau gérable. La Force est compétente, solidaire, proche des populations et prête à intervenir. Dans le cadre de la sécurisation des élections, nous avons été capables de sécuriser le processus électoral avec des bons résultats

et je pense qu'on doit tous être fiers du travail que nous avons fait. Mais ce travail n'est pas seulement celui de la

Force toute seule, c'est que de plus en plus la MINUSCA a une approche holistique intégrée entre tous les piliers de la Mission, ce qui a permis d'avoir des réponses plus intégrées et durables dans le temps.

Comment les Nations Unies, particulièrement la Minusca parvient-elle à faire avancer le pays en termes de sécurité malgré ces difficultés et l'immensité du pays?

Pour qu'il y ait développement en RCA, il faut, avant tout, qu'il y ait la sécurité et ensuite il sera possible de préparer le futur. La réforme du secteur de sécurité en appui au développement des structures d'Etat, des Forces armées et des Forces de sécurité intérieure,

devrait être l'une des priorités pour accompagner l'amélioration du secteur de sécurité de ce pays.

Le Portugal est présent au sein de la M i -

nusca, à travers vous, commandant adjoint de la Force, à travers la Force de réaction rapide portugaise; mais le Portugal est aussi présent à travers la mission Européenne qui forme les militaires centrafricains; comment cet engagement portugais se fait-il et comment aide-t-il le pays ?

Intégrée à la Minusca, la compagnie de la réaction rapide portugaise, est une contribution déterminante du Portugal pour contribuer à la protection des populations civiles en RCA. Par ailleurs, dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité, le Portugal s'est investi très fortement auprès de l'Union européenne. Dans ce cadre, le Portugal a nommé un général pour commander une mission de formation et d'éducation des éléments des FACA. Mais le ministre de la défense du Portugal a aussi signé un accord bilatéral, dans le domaine de la défense, notamment dans les piliers éducation et formation des FACA et cela va commencer en 2021.

Pour terminer, est ce que vous emportez un souvenir particulier avec vous?

Chaque fois que je circule dans les rues ou que je visite des écoles, je m'approche des enfants et je regarde leur sourire. Le sourire de ces enfants comme un signe d'espoir, c'est cela que je veux emporter avec moi et oublier toutes les autres mauvaises images de la RCA.

Par Vladimir Monteiro





LES CONTRIBUTIONS DE LA MINUSCA À LA RÉHABILITATION DE LA MAISON D'ARRÊT DE BOUAR

La prison de Bouar (à environ 452 km au nord-ouest de Bangui) a été la cible d'une attaque, le 27 décembre 2020, par un mouvement de groupes armés. Cette attaque, en plus d'avoir provoqué l'évasion des 103 détenus, a causé des dégâts matériels à ladite maison d'arrêt. L'infrastructure était pourtant encore en travaux, après avoir été réhabilitée à plusieurs reprises par la MINUSCA, à la suite d'incidents similaires.

L'attaque du 27 décembre 2020 a endommagé les entrées et autres issues de la prison. Construite depuis l'époque coloniale en 1948, la maison d'arrêt de Bouar est du ressort de la Cour d'appel de Bouar et se trouve au chef-lieu de la préfecture de Nana Mambéré. Cette prison reçoit les détenus en provenance de Bouar, Bocaranga et Bozoum.

La maison d'arrêt de Bouar est tombée en ruine après la crise centrafricaine de 2013. C'est ainsi que dans le cadre du programme de réhabilitation des maisons d'arrêt en Centrafrique et de rétablissement de l'autorité de l'Etat qui fait partie du mandat des Nations-Unies dans le pays, la MINUSCA avait financé, en 2015, la réhabilitation de la maison centrale. Les travaux de construction de ladite maison d'arrêt dont le coût

total s'élève à 27 000 000 FCFA, ont été exécutés en 12 semaines par l'ONG internationale Émergence Développement et Aide (EDA). L'établissement a été réouvert le 26 juin 2015.

En 2018, pour améliorer les conditions de détention des détenus, la prison a bénéficié de plusieurs autres projets financés par la MINUSCA à hauteur de 135 169 956 FCFA. Ces projets consistaient principalement au renforcement de la sécurité de la prison par la construction d'un mur de clôture avec érection de deux miradors, la construction d'une cuisine avec installation de deux fours, à l'installation d'un château d'eau, de l'énergie solaire, à la construction deux cellules pour les détenus majeurs, de deux cellules d'isolement.

A cela s'ajoutent la construction d'un parloir, d'une infirmerie dont une salle d'observation, d'un quartier pour femme avec des toilette intégrées et d'un quartier pour mineurs dans le cadre de séparation des catégories et du respect des « règles de Mandela » qui stipulent, entre autres, qu'aucun détenu ne devrait être soumis ni à la torture ni à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Cette réhabilitation conformément au standard international a, en outre, permis le renforcement de la sécurité passive de la prison, l'amélioration des conditions d'hébergement, de classification, de vie et de détention des détenus ; cela a également permis la réduction des évasions et la création et à la mise en application des ordres de poste.

Malheureusement, comme l'a constaté le responsable de l'ONG Forêt et développement durable (FDD) en 2019, Igor ITAYA, les bâtiments administratifs connaissent, encore une fois, des problèmes qui entravent le bon fonctionnement de la prison. Comme le souligne ce responsable, lesdits bâtiments étaient délabrés tout comme les latrines des détenus dégageant des odeurs nauséabondes en raison des tuyaux de conduite bouchés, cassés et une fosse septique débordante.

Dans le cadre d'un projet à impact rapide, la MINUSCA a entrepris de financer, depuis 2020, la reconstruction du bâtiment administratif, comprenant 4 bureaux, une infirmerie et une salle de réunion et la réhabilitation des fosses septiques pour améliorer les conditions des détenus et permettre aux agents administratifs de travailler dans un environnement décent. Le tout s'élevant à 19 000 000 FCFA. Mis en œuvre par le partenaire national d'exécution l'ONG FDD, ce projet est déjà exécuté à 50% et les travaux contribuaient positivement à améliorer les conditions de vie des 103 pensionnaires, hommes, femmes et enfants en conflits avec la loi, ainsi que des fonctionnaires administratifs de la Prison et des auxiliaires de la justice. Ce projet contribue également à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'Etat dans la préfecture de la Nana-Mambéré.

Renforcer les capacités techniques et professionnelles du personnel

Une fois l'amélioration des conditions de détention des usagers de la maison d'arrêt assurée, la MINUSCA a organisé, du 23 au 25 novembre 2020 à Bangui, en partenariat avec Penal Reform International (PRI), un atelier à l'intention des cadres de la Direction générale des services pénitentiaires. Cet atelier, auquel ont pris part les agents pénitenciers venus de Bouar, avait pour objectif le renforcement des connaissances et les compétences professionnelles en matière de gestion des ressources humaines. A ce sujet, il faut souligner que la prison est gérée par une femme depuis 2018.

L'UAP de la MINUSCA a aussi organisé un atelier de formation au profit de personnel pénitentiaire et des Forces armées centrafricaines (FACA). Les participants ont planché sur la sécurité et le fonctionnement des prisons et les droits et obligations des personnes détenues. C'est dans ce cadre que la MINUSCA soutenu les autorités nationales pour l'organisation du concours de recrutement de 150 personnel pénitenti-

aire dans le cadre du processus de démilitarisation des prisons en RCA. 54 des admis ont été affectés à la prison de Bouar pour effectuer leur stage, avant réinsertion.

Sur un autre plan, la MINUSCA assure une colocation quotidienne pour appuyer le personnel pénitentiaire. Ce soutien est un appui-conseil pour que les bonnes pratiques sécuritaires soient en phase avec la réglementation nationale et internationale.

Comme l'explique la Directrice de la maison centrale de Bouar, madame Natacha Clarisse Ndokoyanga, « la Minusca soutient beaucoup la prison de Bouar en raison de la détermination de son personnel et de la bonne collaboration avec l'Unité pénitentiaire de la MINUSCA à Bouar. Ce soutien a apporté des changements pour le personnel pénitentiaire et pour les prisonniers ». Elle indique aussi qu'« Il y a beaucoup d'amélioration dans les conditions de travail. Auparavant, nous étions coincés dans un petit bureau, à côté des prisonniers, comme des prisonniers nous aussi, et cela ne répondait pas aux conditions de travail. Pour le moment, grâce à la MINUSCA, la directrice, le greffier et l'intendante ont des bureaux provisoires qui répondent aux normes. Même les militaires qui travaillent au poste de sécurité ont un bureau qui répond aux normes ».

Pour le bien-être des détenus

Les prisonniers n'ont pas été en reste. Ils participent à des activités sportives et ludiques. De plus, dans le cadre de la préparation à la réinsertion sociale, un champ pénitentiaire et un jardin potager ont été créés et ont permis une meilleure appropriation des techniques culturelles par les détenus. Les détenus ont également suivi un atelier de fabrication de briques cuites et de tissage de sacs.

Mais pour la Directrice de la prison, ces améliorations ne concernent pas que les bâtiments et le personnel « les prisonniers aussi sont à l'aise. Les prisonniers sont plus épanouis qu'avant, car auparavant, nous

avons des cas de malnutrition et des problèmes sanitaires. Actuellement ça va, car il y a moins de prisonniers malades; nous avons des dotations en médicaments et le docteur de garnison vient souvent consulter les malades » ajoute-t-elle. Pour elle, toutes ces initiatives sont salutaires et elle tient à rappeler aussi que « les prisonniers ont reçu des formations en jardin-potager et en plomberie et ont reçu des outils de travail. Ils fabriquent des bagues, des sacs à main; ils cultivent des fruits et légumes pour la consommation locale et la vente; aussi, les prisonniers formés sont souvent recrutés pour travailler sur les différents chantiers au sein de la prison ». « 60% des recettes vont aux prisonniers et 40% sont reversés à l'administration » a-t-elle souligné.

Mesures spéciales liées au Covid-19

La santé et la vie des prisonniers ont aussi été prises en compte eu égard à la pandémie du COVID-19. D'une capacité totale 120 détenus, la maison d'arrêt de Bouar a dû mettre en application les mesures gouvernementales en vue de prévenir l'expansion du coronavirus. C'est ainsi que 70 détenus, principalement les mineurs, les femmes enceintes et certaines personnes âgées ont été libérés le mardi 5 mai 2020. Aucun cas de Covid-19 n'a été signalé à la prison de Bouar.

Destructions récurrentes des bâtiments et publics

Malheureusement, cette destruction de la maison d'arrêt de Bouar n'est pas un cas isolé. Certains de ces projets sont réalisés dans les zones à risque, où les groupes armés sont encore actifs. Malheureusement ces groupes armés commettent des actes de vandalisme et de pillage sur ces projets, au détriment de la population qui a besoin des services sociaux de base. Ainsi, ce sont au total 30 bâtiments qui ont été détruits, pillés ou saccagés par les groupes armés à plusieurs reprises, dont 12 en décembre 2020.

Pendant la période électorale 2021, les destructions et ou pillages ont touché d'autres



provinces de la RCA, en l'occurrence Bambari (7), Kaga-Bandoro (3), Bouar (1) et Paoua (1). Ces projets ont coûté 734.191.401 FCFA (soit USD 1.436.785) et le coût des dégâts est estimé à environ 262.543.200 FCFA, l'équivalence de USD 437.572 soit 30% de coût de réalisation.

Pour la Directrice de la maison d'arrêt de Bouar, madame Natacha Clarisse Ndokoyanga, il faut rappeler « aux inciviques qui détruisent les biens publics que à chaque fois que l'on construit ces choses, c'est pour le développement du pays »; elle renchérit en ajoutant que « à chaque fois que l'on détruit, il faut recommencer tout à zéro. Avant, nous étions en avance, mais maintenant, il faut encore refaire les choses; cela n'est pas normal. Le 27 décembre 202, les groupes armés ont cassé les ouvertures, les portes et fenêtres et endommagé les panneaux solaires de la prison ». « Il faut maintenant faire encore des investissements pour faire ces portes et fenêtres et acheter de nouveaux panneaux solaires » signale-elle.

Malgré tous ces défis, l'administration pénitentiaire dans la préfecture de Nana Mambéré est en pleine mutation. La MINUSCA a plaidé pour la délocalisation du centre de détention de Bouar et a participé au choix du nouveau site. Les travaux de construction sont en attente.

Madame Natacha Clarisse Ndokoyanga explique que cette délocalisation se justifie parce que « la prison actuelle est en plein dans le quartier et donc proche des populations ». Mais « nous n'avons pas encore trouvé de partenaire pour financer cela; nous allons encore nous tourner vers la MINUSCA » conclut-elle.

La MINUSCA, à travers le fonds QIP, apporte un appui important pour permettre le retour de l'autorité de l'Etat en contribuant à l'amélioration des conditions de travail de l'administration et de vie des communautés locales centrafricaines. 506 projets ont ainsi été financés par la MINUSCA en RCA depuis 2014 dans les secteurs de la restauration de l'autorité de l'Etat (RESA), de la cohésion sociale et de la protection des civils. La MINUSCA mobilise un financement de 3 millions de dollars (environ 1 milliard 600 millions de francs CFA) par an pour accompagner la mise en œuvre de son mandat ainsi contribuer au développement de la RCA.

Depuis l'attaque de la maison d'arrêt de Bouar, la Police des Nations Unies (UNPOL) s'est déployée et assure des patrouilles robustes dans la ville.

Par Biliaminou Alao



■ Des fonctionnaires de la MINUSCA à la cérémonie d'hommage aux Casques bleus morts en mission

RECONNAISSANCE A CINQ CASQUES BLEUS TOMBES SUR LE CHAMP D'HONNEUR

La MINUSCA a rendu hommage à ses casques bleus des contingents bangladais, burundais et camerounais qui ont récemment perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions - lors d'une cérémonie commémorative tenue le 5 janvier 2021 au quartier général de la Mission à Bangui.

Les casques bleus tombés - l'adjudant-chef Linere Nibigira, le caporal-chef Patient Niyonkwizera et le caporal-chef Eric Ntunzwenimana du Burundi; l'adjudant Halidou Koue Nassourou du Cameroun; et le sergent Mohammed Ibrahim du Bangladesh - ont été honorés pour leur service pour la paix et la sécurité en République centrafricaine (RCA).

La cérémonie a été marquée par la présence du Ministre centrafricain de la Défense, Marie-Noelle Koyara, et de nombreux membres du personnel civil, militaire et policier de la Mission, pour la circonstance aux côtés du leadership de la Mission dont le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Mankeur Ndiaye, la Représentante spéciale adjointe, Denise Brown, le commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Daniel Sidiki Traoré,

et le Commissaire de police, le Général de Brigade Pascal Champion.

Les trois casques bleus du Burundi ont perdu la vie, le 25 décembre 2020, alors qu'ils se battaient pour protéger les civils contre une attaque de groupes armés à Dekoa, dans la préfecture de Kémo.

L'adjudant-chef Linere Nibigira est né à Munago en 1980. Il a rejoint la Force de défense nationale du Burundi en 2005 et a servi à deux reprises dans la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) avant de rejoindre la MINUSCA le 27 août 2020. Il laisse derrière lui une épouse et cinq enfants.

Le caporal-chef Patient Niyonkwizera, 39 ans, de Mparambo, a rejoint la Force de défense nationale du Burundi en 2001. Lui aussi avait servi avec l'AMISOM. Il a été déployé à la MINUSCA le 4 mars 2020 et approchait de la fin de sa mission en RCA. Il laisse également cinq enfants et une femme.

Le Caporal-chef Eric Ntunzwenimana de



■ La médaille de Chevalier de l'Ordre de la reconnaissance centrafricaine

Remera, âgé de 35 ans, a rejoint la Force de défense nationale du Burundi en 2005. Il était particulièrement connu pour son travail auprès de la garde présidentielle. Comme son camarade, il a rejoint la MINUSCA le 4 mars 2020 après avoir précédemment servi avec l'AMISOM et n'était qu'à quelques semaines de rentrer dans son pays.

Le chef du bataillon burundais de la MINUSCA, le lieutenant-colonel Jean-Pierre Hakizimana, a salué le courage de ses compatriotes : « nous partageons avec eux leur bilan qui devrait être notre fierté collective - la vie des enfants, des femmes et des familles qu'ils ont sauvé à Dekoa ».

Un tragique accident de la circulation sur l'axe Bangui-Boali lors d'une mission d'escorte, le 2 janvier dernier, a coûté la vie à l'adjudant Halidou Koue Nassourou à l'âge de 40 ans. Membre des Forces armées camerounaises depuis septembre 2000, il a été déployé à la MINUSCA le 5 juin 2020. Le commandant du contingent camerounais, le colonel Richard Nzamayo Mba, l'a félicité pour s'être « distingué par son intelligence,



■ Des autorités du Ministère centrafricain de la Défense à la cérémonie d'hommage aux Casques bleus de la MINUSCA morts en mission

sa loyauté et son travail acharné ».

Le sergent Mohammed Ibrahim, également âgé de 35 ans, a été déployé à Bouar il y a à peine deux mois, le 19 novembre 2020. Il servait dans les forces armées du Bangladesh depuis 2003. Il est décédé, le 27 décembre 2020, d'un arrêt cardiaque après l'une des patrouilles régulières menées par le contingent. Le commandant du contingent, le colonel Mohammed Raisul, s'est souvenu de lui comme d'un « soldat courageux, habile et dévoué ». Il était marié et père de trois fils.

Dans un hommage empreint d'émotions, le chef de la MINUSCA a déclaré que « les cinq braves hommes sont morts pour que les Centrafricains puissent vivre dans la sécurité et la dignité. Ils ont payé le prix de leur engagement à faire de ce pays un endroit meilleur ». Il a en outre décrit leur service comme un témoignage de l'engagement ferme de la MINUSCA et de l'ONU envers le peuple et le gouvernement de la RCA alors qu'ils luttèrent pour restaurer la paix et la stabilité dans un pays qui a longtemps souffert des horreurs de la guerre.

Il a ajouté : « tous laissent derrière eux des familles et des frères d'armes qui pleureront longtemps leur mort. Je me joins à eux dans leur chagrin. Rien ne peut remplacer ces pertes ».

Il a exprimé sa gratitude à la République du Burundi, à la République du Cameroun et à la République populaire du Bangladesh « en tant qu'amis de la RCA et en tant que pays fournisseurs de troupes à la force et à la police de la MINUSCA » depuis les débuts de la Mission en septembre 2014.

Pour sa part, le commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Daniel Sidiki Traoré, a salué les soldats de la paix tombés au combat comme « de vaillants soldats qui ont fait le sacrifice ultime en donnant leur vie pour sauver la vie des autres au nom de la paix ».

Les cinq casques bleus ont reçu la « médaille de Chevalier de l'Ordre de la reconnaissance centrafricaine » - l'une des plus hautes décorations honorifiques de la République centrafricaine.

Par Biliaminou Alao /Maria Kabatanya

DEUX CASQUES BLEUS ÉLEVÉS À TITRE POSTHUME AU RANG DE CHEVALIERS DE L'ORDRE DE LA RECONNAISSANCE CENTRAFRICAINE

Tombés respectivement, les 13 et 15 janvier à Bangui et Grimari, lors des récentes violences postélectorales survenues en République centrafricaine, le Sergent Jean d'Amour Nsabimana (Rwanda) et le Caporal-Chef Prosper Ndikumana (Burundi), ont reçu le mercredi 20 janvier 2021, la reconnaissance des Nations Unies et de la République centrafricaine, au cours d'une cérémonie d'adieu tenue au quartier général de la MINUSCA.



■ Des fonctionnaires de la MINUSCA à la cérémonie d'hommage aux Casques bleus morts en mission

En présence de la Représentante Spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, Denise Brown, du Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Daniel Sidiki Traoré, du Chef d'état-major de l'Armée Centrafricaine, le Général Zéphirin Mamadou, ainsi que du personnel civil et en uniforme de la Mission, les défunts ont été élevés à titre posthume au rang de Chevaliers dans l'ordre national de la reconnaissance centrafricaine.

« Par le décret numéro 21.012 portant nomination à titre posthume dans l'ordre

national de la reconnaissance centrafricaine, le président de la République, Chef de l'Etat, décrète : [...] sont nommés à titre posthume dans l'ordre national de la reconnaissance centrafricaine, les éléments de la MINUSCA tombés sur le champ d'honneur, au grade de Chevaliers, Sergent Nsabimana Jean d'Amour, Ndikumana Prosper [...] », a lu le Chef d'Etat major des armées, le Général Zéphirin Mamadou, avant de joindre l'acte à la parole.

Agé de 39 ans, le caporal-chef Prosper Ndikumana totalise 20 ans de service sous le drapeau Burundais. Il a respectivement

servi dans différentes unités des forces de défense nationale, ainsi qu'à la mission de maintien de paix en Somalie dans le 29e bataillon de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Il a rejoint la MINUSCA le 26 juillet 2020. Il laisse derrière lui une veuve et quatre enfants.

Le Sergent Jean d'Amour Nsabimana s'est, quant à lui, engagé dans les rangs de l'armée rwandaise en 1994. Il a servi comme commandant de section dans le 99e bataillon d'infanterie avant de rejoindre la MINUSCA le 9 mars 2020. Il est marié et a trois enfants.

Des disparus, les contingents et la Mission retiennent leur courage et leur discipline. « Lorsqu'il est mort, le défunt caporal en chef Prosper Ndikumana n'a pas failli à sa tâche, il était en première ligne, il se précipitait pour la protection de la population innocente paniquée par les attaques répétées. C'était un homme très fiable, qui se comportait toujours en homme d'honneur », a indiqué le commandant du bataillon burundais de la Mission (BURBATT), lieutenant-colonel Jean Pierre Hakizimana.

Son homologue, le commandant du contingent Rwandais, Jean Baptiste Safari, a reconnu en Jean d'Amour Nsabimana, un soldat de valeur. « Nous avons perdu un soldat très courageux, discipliné et pacifique, qui accomplissait toute mission avec professionnalisme », a-t-il loué.

« Au nom du Représentant spécial, je voudrais reconnaître l'engagement exceptionnel de la République du Burundi et de la République du Rwanda dans leur engagement sans faille envers les opérations de maintien de la paix dans le monde et la MINUSCA en particulier », a pour sa part déclaré Denise Brown. Rappelant les conditions difficiles d'exercice des casques bleus sur les théâtres des opérations, la Représentante spéciale adjointe, a salué le dévouement de la Force de la MINUSCA aux côtés des FACA pour la protection des civils. « Nous resterons attachés aux valeurs et aux principes des Nations Unies et le travail se

poursuivra, même si nos cœurs sont toujours plus lourds lorsque nous perdons un de nos soldats [...] Nous maintiendrons ensemble notre engagement pour que les groupes armés ne menacent plus la vie et l'avenir du pays », a-t-elle conclu, déterminée.

Fort de 750 casques bleus, le contingent burundais été déployé en Centrafrique depuis 2014, d'abord sous la bannière de la MISCA puis a intégré la MINUSCA après le transfert de responsabilité entre les deux Missions. Quant au contingent militaire rwandais, il est également présent en RCA depuis le début de la Mission et est constitué de 750 éléments.

Les missions des deux sont multiformes et comprennent, entre autres, la sécurisation de Bangui et de certaines autres parties du territoire centrafricain ; la protection de personnalités de premier plan et de certains sites sensibles ; l'établissement de gardes statiques et des patrouilles diurnes et nocturnes, et la conduite d'opérations visant entre autres l'arrestation de criminels et le démantèlement de barricades illégalement érigées.

Par Ghislaine Atta



▲ Le Chef d'État-major de l'armée centrafricaine dépose une médaille de Chevalier de l'Ordre de la reconnaissance centrafricaine sur le cercueil d'un Casque bleu mort en mission

L'ADIEU DE LA MINUSCA ET DE LA RCA À DEUX CASQUES BLEUS DU GABON ET DU MAROC

Le Sergent-chef Major Franck Donald Mboundou-Moussounda, du Gabon, et le Caporal-Chef Rachid Lamzaata, du Maroc, ont perdu la vie lors d'une attaque survenue, à 17 km de Bangassou (préfecture du Mbomou), à environ 750 km à l'est de Bangui, à la suite d'une embuscade tendue à leur convoi par des éléments des groupes armés coalisés.



■ Le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Daniel Sidiki Traoré, salue la mémoire des Casques bleus tombés en mission

Ils ont reçu les derniers honneurs, le mardi 26 janvier 2021, en présence de la Représentante Spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, Denise Brown, du Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Daniel Sidiki Traoré, du Chef d'état-major de l'Armée Centrafricaine, le General Zéphirin Mamadou, de l'ambassadeur du Royaume du Maroc en RCA, Son excellence Mostafa El Halfaoui, ainsi que des personnels de la Mission.

C'est un commandant de la Force de la MINUSCA, indigné mais résolu, qui a rappelé

à l'assistance qu'« il y a quelques jours, nous étions réunis pour dire adieu à certains camarades tombés sur le champ d'honneur. Aujourd'hui encore nous pleurons deux de nos camarades tombés au combat ».

Ces crimes ne resteront pas impunis

Pour le Général Daniel Sidiki Traoré, « le taux croissant de décès injustifiés, de meurtres de nos hommes et de nos femmes (...) est très regrettable et doit être condamné sans équivoque. Il est temps de mettre un terme à ces atrocités commises au quotidien en toute impunité, sans égards aux valeurs et principes de l'ONU. Pour y parvenir,



▲ Le Chef d'État-major de l'armée centrafricaine dépose une médaille de Chevalier de l'Ordre de la reconnaissance centrafricaine sur le cercueil d'un Casque bleu mort en mission

il faut nos efforts de collaboration et de sacrifice à la fois localement et internationalement ».

Emboitant le pas au Général Traoré, la Représentante spéciale adjointe a, pour sa part, prévenu : « soyez rassurés que le sacrifice consenti par les fils du Gabon et du Royaume du Maroc ne sera pas vain, ni ne restera impuni. Les auteurs, co-auteurs et complices de ces assassinats de soldats de la paix seront identifiés et poursuivis. Les éléments des groupes armés doivent savoir que, sur toute leur chaîne hiérarchique, ils devront répondre de leurs actes devant les juridictions nationales et internationales. »

Reconnaissance de l'ONU et de la RCA

Rappelant l'histoire, Denise Brown a indiqué que « Bangassou a subi une attaque meurtrière en 2017 qui a coûté la vie à des civils innocents et aux soldats de la paix envoyés pour les protéger. Au fil du temps et grâce au déploiement de l'administration locale, des Forces armées centrafricaines (FACA) et des Forces de sécurité intérieure

et grâce au dialogue, nous avons vu la communauté se reconstruire et se reconnecter lentement ; c'est ce progrès que les groupes armés ont essayé de briser mais grâce au travail de nos soldats de la paix et des FACA, ils ont perdu ce combat ».

En reconnaissance à leur contribution au retour de la stabilité en RCA, ces casques bleus de la MINUSCA, tous deux âgés de 31 ans, ont été élevés à titre posthume au rang de Chevaliers dans l'ordre national de la reconnaissance centrafricaine.

Pour mémoire, le Sergent-chef Major Franck Donald Mboundou-Moussounda a rejoint la MINUSCA en 2019 comme chef de groupe de combat dans le 1er bataillon d'infanterie légère du Gabon, basé à Alindao. Quant au Caporal-Chef Rachid Lamzaata, il est arrivé à la MINUSCA en septembre 2020 en tant que chef d'engin dans le bataillon marocain de la Mission. Il avait auparavant servi au sein de la MONUSCO.

Par Ghislaine Atta

La Radio
Guira 93.3 FM,
le creuset d'une information politique, économique, culturelle, sociale, sportive rigoureuse, non partisane et crédible au service du renforcement de la paix et de la cohésion sociale.

Les ondes de la paix

24 heures

Guira FM diffuse quotidiennement des informations et des émissions sur divers sujets d'actualité en Français et en Sango.

RADIO 93.3 FM
Les ondes de la paix